

## Revue du Nouvel-Ontario

REVUE DU  
NOUVEL-  
ONTARIO

*Prayers, Petitions and Protests: The Catholic Church and the Ontario Schools Crisis in the Windsor Border Region, 1910-1928*, par Jack D. Cécillon, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2013, 367 p.

Serge Dupuis

Numéro 39, 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1027472ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1027472ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (imprimé)

1918-7505 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dupuis, S. (2014). Compte rendu de [*Prayers, Petitions and Protests: The Catholic Church and the Ontario Schools Crisis in the Windsor Border Region, 1910-1928*, par Jack D. Cécillon, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2013, 367 p.] *Revue du Nouvel-Ontario*, (39), 209-215.  
<https://doi.org/10.7202/1027472ar>

**Prayers, Petitions and Protests:  
The Catholic Church and the Ontario  
Schools Crisis in the Windsor Border  
Region, 1910-1928**

par Jack D. Cécillon, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2013, 367 p.

**SERGE DUPUIS**  
*Université Laval*

*Prayers, Petitions and Protests* découle d'une thèse doctorale en histoire, mais surtout d'une recherche de longue haleine, qui remonte aux premières entrevues effectuées par Jack Cécillon à l'automne 1987. Selon lui, les anciens migrants canadiens, installés au Détroit à l'époque de la Nouvelle-France, ont résisté à l'élimination du français dans les écoles séparées plus timidement que les nouveaux migrants canadiens-français, qui s'y sont installés surtout après 1850. À l'inverse de l'Est et du Nord-Est ontarien où la résistance au Règlement 17 (1912-1927) a été implacable, le Sud-Ouest ontarien ressemblait peut-être davantage à la Nouvelle-Angleterre, où la réduction et l'élimination du français dans les écoles paroissiales a été acceptée par plusieurs Franco-Américains de deuxième ou troisième génération. Cécillon souligne aussi à quel point la volonté de l'évêque de London, Monseigneur Michael Fallon, a particulièrement contribué au recul rapide du français dans les écoles des comtés d'Essex et de Kent.

Enfin, l'auteur nous présente les figures régionales de la résistance, dont le médecin, conseiller scolaire, propriétaire de journal et futur sénateur libéral, Gustave Lacasse, ainsi que le curé de la paroisse Notre-Dame-du-Lac, Lucien Beaudoin.

Cécillon explique d'abord les particularités de la plus ancienne communauté franco-ontarienne, qui avait un folklore plus axé sur l'amour et le militarisme, une urbanisation plus rapide découlant de l'industrialisation à Windsor et un contact accru avec la population anglophone. Si le taux de rétention du français dépassait toujours 94 % dans les milieux ruraux en 1901, l'auteur rappelle que plusieurs localités autrefois majoritairement francophones basculaient du côté minoritaire au tournant du siècle et que l'acculturation touchait déjà 30 % des Canadiens habitant Windsor (p. 24-27). Cela explique, selon lui, comment plusieurs parents aient pu réclamer ou progressivement accepter l'élimination ou le recul du français dans les écoles séparées. Déjà en 1889, seules quatre des 30 écoles bilingues de la région auraient été réellement françaises (p. 34-35). Pourtant, l'auteur réfute la thèse de plusieurs adeptes du Règlement 17 voulant que les écoles bilingues aient été de qualité inférieure au plan pédagogique, le taux d'illettrisme de ces Franco-Ontariens en 1901 étant identique (9 %) à la moyenne provinciale (p. 31).

Cécillon attribue ensuite les origines du conflit scolaire à une volonté des Protestants certes, mais aussi des individus d'origine irlandaise, d'assimiler les Canadiens français pour préserver les privilèges accordés aux écoles séparées, qui auraient été menacées par l'enseignement en français. L'acteur le plus convaincu de cette menace a été nul autre que Mgr Fallon, qui aurait appris, en travaillant

à l'Université d'Ottawa, selon un prêtre de la région, à « détester les Canadiens français ». Devenu évêque de London en 1909, il a mobilisé l'exemple de la crise scolaire du Manitoba de 1890, qui avait entraîné l'élimination simultanée du français et du catholicisme des écoles, pour justifier l'abolition du français dans les écoles séparées de son diocèse en avril 1910 (p. 57). Très tôt, il s'est donc attiré les foudres de plusieurs Canadiens français, dont le père Beaudoin, qui ne se gênait pas d'informer la presse locale des agissements de son évêque.

Si Mgr Fallon a été talonné et harcelé par les nationalistes de la région, Cécillon signale aussi les réactions modérées de politiciens, de conseillers scolaires et de parents canadiens, qui cherchaient avant tout à préserver les écoles séparées. Malgré une manifestation de 1 100 personnes à Windsor en 1912 pour préserver le statut du français dans les écoles bilingues, la commission scolaire, composée entièrement de conseillers canadiens, a accepté le Règlement 17 sans réserve (p. 84-86). D'une part, Mgr Fallon a su utiliser cette passivité pour justifier le maintien de l'interdiction. D'autre part, il a combattu les résistants dans ses propres rangs, n'hésitant pas à recourir à un tribunal ecclésiastique pour réprimander les curés nationalistes, comme ç'a été le cas du curé Beaudoin (p. 104-107). L'épuisement des résistants s'est éventuellement fait sentir au point où, dès 1915, les écoles résistantes d'Essex étaient rares (p. 118). Des tensions ont aussi émergé entre les militants locaux et l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO), qui avait tendance à retenir, pour les écoles de l'Est ontarien, les recettes des souscriptions au Québec, comprenant mal l'attitude passive du Sud-Ouest vis-à-vis du Règlement 17 (p. 124).

La crise a pris une allure nouvelle lorsque le Vatican a commencé à s'en mêler. La directive *Comismo divinitus* (1916) a soutenu le droit pour le gouvernement ontarien d'imposer l'enseignement de l'anglais, mais a aussi légitimé le souhait des parents qui voulaient préserver le français à l'école et à l'église (p. 115-116). Lorsque l'un des membres du tribunal de Mgr Fallon, l'abbé François-Xavier Laurendeau, a été nommé pour remplacer le père Beaudoin décédé en 1917, la paroisse Notre-Dame-du-Lac s'est engagée dans une désobéissance civile. Plusieurs paroissiens ont alors formé un blocus pour empêcher leur curé d'accéder au presbytère pendant plusieurs semaines. Les tensions ont atteint leur paroxysme quand la police s'en est mêlée, agressant des manifestants et procédant à de nombreuses arrestations, pour la plupart de migrants récents (p. 135-142). Plusieurs paroissiens ont ensuite boycotté la messe du curé Laurendeau et organisé des pétitions pour le déloger. Si cette crise constituait le sommet de la résistance, elle marquait aussi le début du retrait de plusieurs nationalistes modérés, comme celui du député libéral Sévérin Ducharme ou du conseiller Gaspard Pacaud, qui pressaient dès lors les militants à atténuer leur virulence (p. 154-155). Les prêtres francophones ont ensuite été contraints de signer, pendant une retraite à l'évêché, une condamnation des événements de Ford City. Certains nationalistes se sont éventuellement résignés à fréquenter la messe du curé Laurendeau, parfois après une absence de plus d'un an à l'église (p. 160-163). Même si, en coulisse, le Vatican pressait Mgr Fallon d'agir moins brutalement, la résistance dans le Sud-Ouest ontarien avait déjà été à peu près matée en 1918.

Onze écoles auraient toujours résisté non officiellement au Règlement 17 à cette date (p. 178), mais l'anglicisation

des jeunes et des familles s'accélérait partout sauf dans les milieux ruraux homogènes et majoritaires. Envoyé en tant que délégué de l'ACFEO pour constater l'état des dégâts auprès des écoliers canadiens-français de la région, l'inspecteur Damien Saint-Pierre n'a pas pu faire autrement que d'abhorrer « l'ambiance dans laquelle ils viv[ai]ent [...] où ils puis[ai]ent quotidiennement le mépris de leur race et les idées anti-catholiques » (p. 181). La persistance du Règlement 17 avait épuisé les résistants, au point où la section de la Société Saint-Jean-Baptiste de Windsor a mis en veilleuse un projet d'école privée « libre ». Même si les militants locaux se résignaient au Règlement 17, l'ACFEO est intervenue avec quelques migrants canadiens-français récents pour mettre sur pied une Ligue des Patriotes, qui a assuré l'ouverture d'un établissement libre en septembre 1922 (p. 197). L'ouverture de l'École Jeanne-d'Arc a pourtant réactivé un « anti-ottavisme » latent chez plusieurs nationalistes, qui estimaient qu'Ottawa ne prenait toujours pas en compte le fragile équilibre franco-anglais de la région. Par ailleurs, les conseillers scolaires de la commission séparée de Windsor, dont son président Gaspard Pacaud, n'ont pas apprécié l'ouverture d'une école libre, une critique implicite de l'instruction qu'ils offraient aux jeunes canadiens de la ville (p. 208). La visite de l'abbé Lionel Groulx en septembre 1924 aurait calmé les tensions locales, alors que Queen's Park songeait à réévaluer l'efficacité de sa législation (p. 214). L'enquête Scott-Merchant-Côté de 1925 à 1927 a souligné les améliorations pédagogiques dans les écoles bilingues de la région depuis 1912, mais elle a aussi remarqué que seuls 130 des 2 000 élèves se trouvaient dans une classe française, l'anglicisation ayant atteint 90 % des élèves (p. 227). Par conséquent, à 800 kilomètres de la

frontière du Québec, peut-on constater, le Règlement 17 avait atteint ses objectifs en une seule génération.

Il est difficile de formuler des critiques à l'égard d'un livre aussi bien construit et écrit, même si on peut néanmoins reprocher à l'auteur quelques passages ambigus. Par exemple, en traduisant le nom des paroisses et des écoles en anglais, le lecteur éprouve parfois du mal à déterminer si l'auteur parle d'une école française, bilingue ou anglaise (p. 103, 113). À un autre niveau, Cécillon insiste beaucoup sur la passivité et même sur l'acceptation du Règlement 17 par d'anciens migrants. La thèse solide que développe l'auteur et accompagnée de preuves est pertinente, mais il ne faudrait pas pour autant minimiser l'importance de la résistance dans le Sud-Ouest. Les manifestations de 3 000 paroissiens à Ford City ou de 10 000 personnes à Tecumseh à l'automne 1917 ont été autant sinon plus spectaculaires que celles ayant eu lieu dans l'Est ontarien. On n'explique pas non plus si Mgr Fallon comprenait, parlait ou lisait le français, un fait qui aurait été utile pour apprécier une lettre de l'évêque Fallon au Cardinal Gaetano de Lai écrite en français (p. 175). Elle est un peu surprenante et les notes l'entourant éclairent le lecteur très peu à cet égard. Elle est peut-être venue de l'ouvrage de Robert Choquette, qui avait tendance à traduire les citations, mais cela semble peu probable (p. 337). L'auteur aurait aussi pu expliquer pourquoi il ne fait plus référence à Mgr Fallon dans son récit à partir de 1920. Enfin, les repères sociologiques présentés en conclusion pour comprendre la francophonie du Sud-Ouest sont intéressants, même s'il aurait probablement été préférable de les intégrer à l'analyse (p. 239).

Malgré ces quelques points de critique, cette histoire du Règlement 17 dans le Sud-Ouest servira probablement

de modèle pour les prochaines recherches sur la crise scolaire ontarienne et ses retombées dans le Nord-Est et dans l'Est ontarien. Par ailleurs, l'utilisation de sources régionales contribue significativement à nuancer notre compréhension de la résistance au quotidien sur le terrain. Cécillon introduit de nouveaux personnages à cette histoire et illustre avec précision la personnalité complexe de Mgr Fallon. L'analyse de la crise de Ford City se lit comme un *thriller*, car les péripéties sont présentées avec intensité et humour, mais aussi avec sensibilité, surtout lorsque l'auteur parle des victimes des affrontements. Il souligne aussi un premier schisme entre catholicisme et nationalisme, une rupture qui serait en quelque sorte consommée dès les années 1960. Avec cet ouvrage magistral, Cécillon nous permet d'apprécier les idéaux divergents des Franco-Ontariens, mais aussi l'effet dévastateur qu'a eu le Règlement 17 sur la culture et la langue françaises dans le Sud-Ouest ontarien.